

« Lëtzebuerg weider denken »

Depuis un an, le débat sur le développement futur de notre pays est lancé de manière active et participative. Avec les travaux sur les nouvelles orientations de l'aménagement du territoire, l'élaboration participative de la stratégie « Rifkin » pour un développement durable et la présentation de l'étude sur les vrais coûts de la vente de carburants et du tourisme à la pompe, le Gouvernement l'a orienté vers une stratégie de développement durable.

La croissance économique effrénée et aveugle des 30 dernières années a profondément changé le visage de notre pays. Or, les coûts écologiques et sociaux ont été passés sous silence par les gouvernements de l'époque qui ont souvent préféré ignorer les problèmes croissants pour l'équilibre à long terme de notre sécurité sociale, de nos ressources écologiques et même du développement économique en tant que tel.

Aujourd'hui, nombreux sont les citoyens qui réalisent dans quelle impasse le pays s'est engagé et la nécessité d'un revirement qui concilie tant le bien-être de la génération actuelle, que l'équité sociale et la capacité des générations futures à répondre à leurs propres besoins. Nous devons veiller à utiliser nos ressources de manière beaucoup plus responsable tout en assurant au plus grand nombre ce haut niveau de qualité de vie.

Le développement du pays au service de la qualité de vie

Nous souscrivons pleinement aux efforts de ne plus miser sur une croissance aveugle et purement quantitative, mais d'orienter notre pays vers une vision résolument durable et à long terme. Pour déi gréng, la « croissance » ne peut plus être une fin en soi. Au contraire, toute stratégie de développement du pays doit être au service du bien-être et de la qualité de vie de tous les habitants du pays.

Depuis que le gouvernement actuel a pris ses fonctions en décembre 2013, le changement de cap est réel et les premiers résultats sont palpables, que ce soit en matière de la protection de la nature, du climat et de la qualité de l'eau, des infrastructures de transport et de mobilité, des énergies renouvelables, de l'aménagement du territoire, ou encore du développement urbain, du logement, de la santé et de l'éducation.

- Les investissements dans l'amélioration des transports en commun et de la mobilité douce ont doublé. De nouvelles mesures fiscales encouragent l'achat de voitures électriques, de voitures hybrides, de pédélec et de vélos, tout en pénalisant le « Diesel » au niveau des voitures de société. Le transport public est devenu gratuit pour les élèves et le deviendra bientôt pour les étudiants.
- Avant 2013, il n'existait pas de politique cohérente d'aménagement du territoire. Aujourd'hui, une utilisation plus rationnelle du sol permet de stopper l'étalement urbain et aboutit à une planification plus ordonnée des nouveaux lotissements et zones d'activités. Le Ministère du Développement durable est en train d'élaborer,

en coopération avec les autorités communales, des règles - enfin contraignantes - pour l'aménagement du territoire afin de façonner notre pays de façon plus harmonieuse et cohérente avec les objectifs de développement durable

- Les retards inexcusables en ce qui concerne la protection de l'eau potable et l'assainissement des eaux usées, accumulés pendant des décennies, sont en train d'être résorbés. La définition et la mise en place des zones de protection des sources d'eau potable avancent et vingt et une seront établies sous peu. Un peu plus qu'un quart du territoire national sera constitué de zones de protection Natura2000, pour le bien-être de la faune, de la flore et des habitants du pays
- La promotion du Diesel et du tourisme à la pompe pratiquée jusqu'en 2013 posaient un problème majeur tant pour nos engagements de lutte contre le changement climatique que pour la santé des habitants. Aujourd'hui, la vente de carburants diminue et le Luxembourg remplit son objectif climatique (Accord de Kyoto). Les énergies renouvelables sont promues, la capacité de production nationale de l'énergie éolienne a déjà fait un bond de 30 % en 3 ans et pourrait doubler jusqu'en 2018

Pour déi gréng, augmenter la qualité de vie pour tous doit être au centre des réflexions sur le développement socio-économique du Luxembourg. Voilà pourquoi nous travaillons tous ensemble – membres du gouvernement, députés, élus locaux et militants - pour la mise en place d'une société qui réduit et limite la consommation de ressources, qui favorise leur réutilisation, leur recyclage et leur régénération dans le cadre d'une économie circulaire tout en promouvant l'inclusion et l'équité sociale

La qualité de vie passe par la participation et l'inclusion

Pour déi gréng, le développement de ce projet d'avenir pour le Luxembourg ne peut réussir que par la participation du plus grand nombre aux discussions et décisions. Notre système politique démocratique et la cohésion sociale au sein de la société en seront d'autant mieux renforcés. C'est pourquoi, le renouveau mis en place par la coalition actuelle ne se limite pas uniquement aux projets dans les domaines de l'aménagement territorial, de la mobilité et de la protection de l'environnement. Le renforcement de l'inclusion active et de la participation citoyenne en font également partie intégrante :

- Ainsi, la loi réformée sur la nationalité luxembourgeoise permettra désormais un accès plus facile à la nationalité luxembourgeoise et par là, la participation aux décisions politiques pour une plus grande partie de la population résidente. Il est en effet indispensable d'augmenter considérablement le nombre d'électeurs, qui se limite actuellement à la moitié de la population en âge de voter
- La réforme du divorce vise à apaiser un des moments les plus difficiles de la vie de famille. L'autorité parentale conjointe renforce le droit des enfants à bénéficier de leurs parents indépendamment du mode de vie de ceux-ci. L'introduction d'un juge aux affaires familiales garantira une justice plus accessible à tous et un traitement

plus rapide et cohérent des dossiers.

- La lutte contre la pauvreté grâce à une politique qui permet aux populations défavorisées de développer leurs compétences et leurs capacités, diffère positivement d'une politique passant par la répression sociale et l'exclusion. Ainsi, le revenu d'inclusion tient mieux compte des réalités diverses des populations fragiles et le développement de l'économie sociale et solidaire par la nouvelle société d'impact sociétal permet en outre le lancement d'activités socialement innovantes contribuant à la diversification de l'économie
- Le traitement égalitaire est un objectif central d'une vision durable du Luxembourg. Ainsi le principe de l'équité des genres s'est vu renforcé, tant au niveau de la représentation politique des femmes par la réforme de la loi sur le financement des partis, qu'au niveau de leur accès aux conseils d'administrations des grandes sociétés et des administrations publiques. Aussi, le mariage pour tous n'a pas seulement permis aux couples de même sexe de se marier, mais également d'adopter des enfants.
- Le populisme, la xénophobie, le sexisme et le racisme constituent une menace pour la société ouverte du Luxembourg. Cette menace doit être combattue. déi gréng adhèrent à la lutte contre les discours de haine et soulignent qu'en cette matière l'impunité n'existe pas au Luxembourg, ni dans le monde réel ni dans le monde virtuel des réseaux sociaux.
- Lutter contre les populismes ne peut passer par la récupération par les partis établis et modérés de propos populistes ou extrémistes. C'est dans ce contexte que déi gréng s'inquiètent des discussions depuis plusieurs années au sujet de la question du voile intégral. déi gréng regrettent que réglementer en la matière soit considéré comme la panacée et insistent que toute solution devra être équilibrée et respectueuse des droits fondamentaux.

déi gréng sont convaincus de l'importance essentielle d'inclure un maximum d'acteurs et de citoyens dans le débat de sorte qu'ils puissent adhérer à une vision commune permettant de lancer une dynamique durable. Pour y arriver, nous réfléchissons ensemble aux meilleurs moyens pour garantir une qualité de vie élevée avec notamment : un environnement naturel intact, une économie saine et équilibrée, un État social fort, inclusif et juste.

déi gréng vont continuer à s'engager à tous les niveaux dans ce grand débat sur l'avenir du pays, à rester à l'écoute des citoyens et à aller à leur rencontre pour les impliquer activement dans ce processus, entre autres à l'occasion des élections communales d'octobre 2017.

Résolution adoptée lors du congrès du 11 mars 2017